



Conseil National des Droits de l'Homme



CARTOGRAPHIE DES LGBT EN CÔTE D'IVOIRE

Promouvoir, Protéger et Défendre les Droits de l'Homme





Ligne Verte : **800 00 888**

Sommaire

TERMINOLOGIE :	6
RÉSUMÉ	6
L'ÉTAT DU MOUVEMENT	7
L'ENQUÊTE	7
LES LIMITES DE L'ENQUÊTE	8
I. SITUATION GÉOGRAPHIQUE DES ORGANISATIONS LGBT EN COTE D'IVOIRE	9
II. LES PROBLEMES DES COMMUNAUTES ET LES PERSONNES LGBTQI+ EN COTE D'IVOIRE	10
1. Le fondamentalisme religieux (évangélique et l'islam)	10
2. Le harcèlement et la violence familiale	10
3. Faible d'estime de soi Produit de la stigmatisation sociale,	10
4. Sûreté et sécurité	12
5. Sécurité sur Internet	13
6. Discrimination dans le domaine des soins de santé	14
7. Homophobie dans les médias	15
8. Violence intime entre partenaires de même sexe	14
9. Les insuffisances de capacités des organisations LGBTQI+	14
10. Leadership des jeunes et prise en compte des questions relatives aux jeunes	16
11. Autonomisation économique	18
III. CONDITIONS DE TRAVAIL DES ASSOCIATIONS ET ORGANISATIONS LGBTQ ET HSH	19
1. Au niveau de la Gouvernance :	21
2. Au niveau du Personnel :	21
3. Au niveau du Bénévolat :	22
4. Au niveau de la Gestion organisationnelle :	24
5. Au niveau de l'Environnement de travail :	24
6. Au niveau de la mobilisation des ressources	25
7. Le manque de diversité dans la représentation des générations et des classes sociales :	26

8. La Faible appropriation collective :	26
IV. ACQUIS DES ORGANISATIONS LGBTQ EN COTE D'IVOIRE	28
1. Une Existence partielle	28
2. Plaidoyer régional et international	28
V. LES RECOMMANDATIONS	30
1. Recommandation au niveau communautaire	30
2. Recommandation au niveau étatique	31
3. Recommandation au CNDH	32
4. Recommandation pour le ministère de la santé	32

CARTOGRAPHIE DES LGBT EN CÔTE D'IVOIRE

CARTOGRAPHIE DES LGBTQI+



FONDY GENDER CIV	■	■	■	■	■
TRANS GENRES et DROITS	■	■	■	■	■
QET INCLUSION	■	■	■	■	■
ONS DADI	■	■	■	■	■
TIRA ORGANIZATIONS	■	■	■	■	■
ONG KATIA	■	■	■	■	■
AFRICA SUNRISE	■	■	■	■	■
WOMEN RUN	■	■	■	■	■
SECOURS SOCIAL	■	■	■	■	■
ANONYME	■	■	■	■	■
AFRIK HORIZON	■	■	■	■	■
OMBRE ET LUMIERE	■	■	■	■	■
LA RELIEVE	■	■	■	■	■
ARC-EN-CIEL PLUS	■	■	■	■	■
JOIE DE VIVRE À L'AISE- JOVIAL	■	■	■	■	■
ONG LIKPEKPA	■	■	■	■	■
WAF	■	■	■	■	■
ONG GROMO	■	■	■	■	■
INITIATIVE TILE	■	■	■	■	■
BERA	■	■	■	■	■
YASSOUIA	■	■	■	■	■
LLACI	■	■	■	■	■
ONG ILAA	■	■	■	■	■
Africa New Craft	■	■	■	■	■
All Inside	■	■	■	■	■
Alternative CI	■	■	■	■	■
Cœur en couleur	■	■	■	■	■
Taxabis	■	■	■	■	■

ABIDJAN	■
AGBOVILLE	■
BASSAM	■
BONDOKOU	■
BOUAFLE	■
BOUAKE	■
DABOU	■
DALOA	■
KORHOGO	■
SAN PEDRO	■
YAMOUSSOUKRO	■

TERMINOLOGIE

Dans ce rapport, le/la lecteur/trice rencontrera les acronymes « HSH », « LGBTQI + » et « (hommes) gays » : cette diversité terminologique s'explique par l'histoire de la mobilisation des personnes LGBTQ en , la diversité même de l'auto-identification et la complexité de la différenciation entre un politique personnel d'une répondante et la manière dont les organisations décrivent leur activité. Certaines organisations situent leur travail dans le secteur du VIH/sida et ciblent les populations HSH, mais partagent ensuite, au fil de la discussion, leur aspiration à couvrir la thématique LGBTQI+. Il arrive aussi qu'un répondant s'identifie comme gay travaillant pour une organisation HSH. Il serait certes utile d'éclaircir l'ambivalence HSH/LGBTQI+, mais tel n'est pas l'objectif de cette cartographie.

RÉSUMÉ

En Côte d'Ivoire, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenre et queer (LGBTQ) vivent dans un environnement social, politique, juridique, culturel, religieux, familial de plus en plus hostile. La vague récente du débat à l'assemblée nationale sur l'orientation sexuelle, de violences et d'arrestations recentrent l'attention sur les combats que mènent les LGBTQI +. Historiquement, les hommes gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) bénéficient principalement de l'attention philanthropique (en particulier face à la pandémie du VIH/sida), marginalisant de ce fait les problèmes propres aux lesbiennes, aux femmes bisexuelles, aux personnes transsexuelles et autres identifiées comme queer et au genre non conforme en Côte d'Ivoire. Ces dernières années toutefois, de nouvelles organisations LGBTQI + d'assise

plus large font leur apparition, souvent même sous la conduite de femmes queer ou au genre non conforme. Ces organisations se trouvent confrontées à de nombreux défis, parfois semblables, dans l'établissement de leur structure et le soutien de leur travail, où l'infrastructure de la société civile LGBTQI+ est relativement faible. Face à ce constat, il est apparu opportun d'élaborer une cartographie des associations des personnes minoritaires.

L'ÉTAT DU MOUVEMENT

La Cartographie de l'organisation LGBTQ et HSH en Côte d'Ivoire résume les tendances géographiques de l'organisation LGBTQI+, les problèmes majeurs des communautés et des personnes LGBTQI+, les stratégies et réponses communes des organisations et activistes LGBTQI+ et HSH, les lacunes actuelles et les questions non encore explorées par les organisations. Cette section décrit aussi les conditions de travail des associations et organisations LGBTQI+ et HSH. Elle se termine par un résumé des acquis, à ce jour, du mouvement émergent, tels qu'articulés par le consultant à l'enquête.

L'ENQUÊTE

Afin de déterminer la structure et les priorités de la protection des minorités, il fallait d'abord obtenir une vue d'ensemble du mouvement LGBTQI+ en Côte d'Ivoire. Activistes, bailleurs de fonds, pourvoyeurs d'assistance technique et alliés se sont ainsi joints à un processus d'enquête exploratoire et participative. Des outils de recherche qualitative ont été mis au point, puis testés et finalisés avec un groupe de participants.

Sans se prétendre exhaustif, ce rapport dresse plutôt une cartographie générale des associations des LGBTQI+ et de la problématique passée et courante qui guide la mobilisation LGBTQI+ sur le territoire ainsi que des acquis enregistrés à ce jour face aux principaux défis.

LES LIMITES DE L'ENQUÊTE

Ce rapport ne se veut pas exhaustif. Il dresse une carte générale du mouvement LGBTQI+ sur le territoire, non sans certaines limites toutefois. Les contraintes de temps et la distance entre les villes ont rendu difficile l'accès aux zones semi-rurales et rurales. Le rapport n'inclut pas par conséquent de données directes sur l'organisation HSH et LGBTQI+ dans ces zones.

L'appel aux activistes pour l'obtention de contacts de certaines ONG a ses limites. La politique interpersonnelle et des mouvements à parfois limité les échanges d'information. Au total, l'étude a atteint 28 associations et organisations et 50 activistes individuel-le-s, dont 10 non affiliées à aucune organisation. L'exercice de cartographie des autres organisations HSH et LGBTQI+ a été difficile. Dans certains échanges, les leaders des associations ont exprimé leurs sentiments d'insécurité il s'est avéré impossible (aux dires même des activistes) de vérifier le nombre d'associations actives.

I. SITUATION GÉOGRAPHIQUE DES ORGANISATIONS LGBT EN COTE D'IVOIRE

L'activisme LGBTQI+ reste principalement confiné aux villes, principalement dans la ville d'Abidjan où l'anonymat urbain offre plus de liberté individuelle et où l'espace public de certains restaurants et nightclubs favorise, par comparaison, plus de visibilité. La mobilisation communautaire en est plus simple, surtout durant les phases initiales de l'organisation. Plusieurs projets de recherche internationaux récents ont relevé la situation de la santé sexuelle des HSH et gays dans les milieux semi-ruraux et réaffirmé la nécessité de se rapprocher de ces communautés. Différentes organisations HSH et, de plus en plus, les organisations dirigées par les lesbiennes et les femmes queer, ont depuis commencé à étendre leurs activités au-delà de la capitale économique. Presque toutes celles interviewées dans le cadre de cette enquête ont déjà adopté cette approche ou la planifient. Elles se trouvent cependant confrontées à la question de savoir comment créer une présence dans les communautés de moindre envergure sans y exposer les personnes LGBTQI+. Une façon consiste à inviter les leaders locaux aux ateliers et autres manifestations organisés en ville et de les aider ainsi à développer leurs compétences et à étendre leur réseau. Pour des raisons de sécurité, les noms de la plupart des Présidents des associations et organisations ne sont pas publiés dans cette version du rapport. Mais il existe des organisations communautaires dans certaines villes de l'intérieur du pays.

II. LES PROBLEMES DES COMMUNAUTES ET LES PERSONNES LGBTQI+ EN COTE D'IVOIRE

1 Le fondamentalisme religieux (évangélique et l'islam)

IL se reprend répand aux frontières de la Côte d'Ivoire alimenté par la pauvreté et l'analphabétisme. Il prône une redéfinition des « valeurs africaines » hostile aux droits individuels, au sein de la famille d'abord avec la pression de changer ou de se marier, les restrictions de mouvement ou le rejet pur et simple.

2 Le harcèlement et la violence familiale

Ils sont généralement les premières expériences homophobes vécues par les personnes LGBTQI+ en Côte d'Ivoire. Itinérance le rejet familial général (des jeunes notamment) suscite un besoin de prise en charge psychologique et de logement d'urgence, mais les ONG locales ne disposent pas de grande capacité pour les héberger. Trois organisations y gèrent un refuge chacune, bien insuffisant à faire face à la demande. Les autres organisations restent limitées à la prise de mesures ad hoc. Par exemple, nous avons observé un bureau transformé en chambre à coucher pour loger temporairement deux jeunes chassés par leur famille. Plutôt qu'un logement d'urgence, les activistes font parfois appel aux dons pour aider les jeunes sans abri.

3 Faible d'estime de soi Produit de la stigmatisation sociale,

De l'homophobie religieuse, des pressions familiales, de l'invisibilité de couples modèles comme référence et d'accès aux informations insuffisantes sur la sexualité, le manque

d'estime et d'acceptation de soi complique la promotion de comportements sexuels plus sûrs, la lutte contre la discrimination et la violence et l'établissement d'un mouvement solidaire. Même au sein des communautés LGBTQI+, la discrimination à l'encontre des membres au genre non conforme, transsexuelle et bisexuels est courante.

Par ailleurs la pauvreté a un impact complexe sur les communautés LGBTQI. Elle accentue la vulnérabilité à l'itinérance et à la violence, rend difficile la pratique d'une sexualité sans risques, compromet la santé et l'accès aux soins, etc.

Au sein de la communauté LGBTQI+, les personnes au genre non conforme et les trans* sont souvent les plus pauvres. Comme le fait remarquer Erica , activiste transsexuel :

Le fait d'être transsexuel rend difficile l'accès à l'emploi dans cette société. ... Déjà, quand on arrive pour déposer sa candidature d'embauche, les gens ne voient même pas qu'on cherche un emploi. Ils s'intéressent seulement à qui on est et veulent poser des questions. Je ne suis pas prêt à raconter mon histoire à tout le monde.

Violations des droits humains la Côte d'Ivoire est en proie à une hostilité réactionnaire à l'encontre des personnes LGBTQI+. Les risques d'arrestation, d'humiliation publique, d'extorsion, d'ostracisme et de suicide sont en hausse générale.

Les 28 associations et organisations incluses dans l'enquête, de même que leurs alliés et les bailleurs de fonds au niveau national, ont identifié l'assistance juridique et l'initiation

aux droits humains comme besoins impératifs. Même si la Côte d'Ivoire ne criminalise pas l'homosexualité, les personnes LGBTQI+ croient être « illégales » et ne savent pas quand leurs droits sont violés. La plupart des victimes évitent l'action en justice, préférant ne pas prendre le risque des répercussions sociales que leur vaudrait la révélation de leur orientation sexuelle et/ou identité de genre.

4 Sûreté et sécurité

Partout dans le pays, la peur de la violence fait partie des réalités quotidiennes des personnes LGBTQI+.

Outre le fardeau de se protéger eux/elles-mêmes, les activistes doivent assumer celui de se protéger ainsi que les communautés qu'ils/elles servent.

Dans la société ivoirienne, la femme n'est pas censée vivre seule, au risque de compromettre sa propre réputation, mais aussi celle de sa famille.

Les femmes célibataires qui vivent en famille sont l'objet d'une surveillance constante et victimes de violations d'intimité. Pour les personnes transsexuelles, le simple fait de marcher dans la rue peut être dangereux et il est généralement vain pour les victimes de violence de faire appel à la police. Comme l'explique Emmanuela, activiste transsexuelle « *Impossible de porter plainte sans que [la police] ne pose de questions idiotes ... Dites-leur que vous êtes un homme, ils demandent : « Où es ton [pénis] ? » Et ils sont tout de suite prêts à vous violer de leur matraque ou ils font venir des hommes qui ne demandent pas mieux ».*

5 Sécurité sur Internet

Internet représente certes un outil inestimable pour l'édification et l'activisme de la communauté LGBTQ, mais il est aussi la source d'un tout nouvel ensemble de préoccupations de sûreté et de sécurité.

Par ignorance des concepts fondamentaux de la sécurité numérique, beaucoup s'exposent au harcèlement, au chantage et à la violence à travers les réseaux sociaux et les sites de rencontre qu'ils fréquentent.

6 Discrimination dans le domaine des soins de santé

En Côte d'Ivoire où l'homosexualité n'est pas criminalisée, la pandémie du VIH a obligé les gouvernements à prendre en compte la santé sexuelle des HSH. En effet l'étude de la cartographie met en exergue le rôle du Programme National de Lutte contre le VIH dans la prévention du VIH/sida qui prend en compte les populations HSH. La mise en œuvre est inégale sur le terrain et les HSH restent confrontés à une discrimination subtile ou manifeste en matière de soins de santé. Les besoins des lesbiennes, des personnes au genre non conforme demeurent pour leur part largement invisibles.

7 Homophobie dans les médias

Les médias renforcent, à coups de sensationnalisme, les mythes et la peur concernant les réalités vécues des personnes LGBTQI+, offrant souvent une tribune à ceux qui ont un certain pouvoir, d'attaquer les personnes LGBTQI+. Quand ces mêmes médias réduisent au silence ou marginalisent les voix modérées ou progressistes.

8 Violence intime entre partenaires de même sexe

La violence intime est une préoccupation majeure dans les communautés LGBTQI+.

Elles sont généralement plus disposées à reconnaître ce type de violence, mais le secret qui entoure la plupart des relations du même sexe fait que les victimes ne peuvent pas porter plainte ou solliciter une aide médicale: Vous allez porter plainte à la police et s'ils savent que vous vivez en relation homosexuelle, ils ne s'en saisissent même pas. Ils peuvent même vous arrêter, alors, voyez-vous, la plupart du temps, la violence du partenaire continue... S'il y avait des lois appropriées, un partenaire victime de violence pourrait porter plainte auprès des services de sécurité sans avoir peur d'être arrêté, mais le pays étant ce qu'il est, ce type de violence n'est pas signalé.

Réconcilier la foi, la religion et l'homosexualité presque rien n'est fait pour aider les HSH et les LGBTQI+ à réconcilier leur foi avec leur orientation sexuelle et leur identité de genre.

9 Les Insuffisances De Capacites Des Organisations LGBTQI+

Si la communauté LGBTQI+ elle-même ne nous comprend pas, qui donc nous comprendra? – Erica, activiste transsexuelle, l'une des lacunes les plus flagrantes dans le mouvement LGBTQI+ émergent en Côte d'Ivoire est la sous-représentation des femmes queer et des personnes transsexuelles parmi le leadership du mouvement. Nées d'initiatives VIH/sida entreprises dans la région, les organisations LGBTQI+ en particulier celles mieux établies,

sont généralement dirigées par des HSH et des gays. La culture de la mobilisation HSH et LGBTQI+ en Côte d'Ivoire reflète aussi celle patriarcale de la société au sens large. Aussi n'est-il pas rare de voir un certain sexisme sous-jacent dans l'espace de l'activisme queer. Lors des réunions par exemple, il n'est pas inhabituel bien au contraire de s'attendre à ce que les activistes femmes se chargent de la logistique.

Peu d'activistes LGBTQI+ et HSH basent leur militantisme sur une analyse critique du genre et de la sexualité ou remettent même en cause le privilège de l'homme dans un système qui les a outillés à devenir leaders tandis que le même système fait en sorte que les femmes restent soumises et invisibles.

Comme la plupart des femmes, partout dans le monde, les activistes jonglent avec plusieurs charges : elles ont un emploi qui paie leurs factures, leur assure un logement et leur permet de subvenir aux besoins de leur famille ; elles dirigent et contribuent parfois financièrement à leur organisation ; et le soir en rentrant, elles doivent s'occuper de leur famille. Une différence frappante entre les organisations dirigées par des femmes queer et celles par les hommes gays ou HSH, est qu'aucune des membres fondatrices des premières n'est rémunérée pour son travail. Les nouveaux activistes transsexuels se trouvent confrontés à leurs propres problèmes distincts.

Il nous a souvent été dit, dans le cadre de notre enquête, qu'il n'y a pas de personnes transsexuelles visibles en Côte d'Ivoire ou que le sens de l'identité trans ne s'est pas encore développé dans le pays. Même si les membres de la communauté transsexuels sont reconnus et appréciés dans

les rencontres sociales, une réticence persistante s'oppose à la priorisation de leurs droits. Les femmes transsexuelles en particulier sont souvent confondues avec les travailleuses du sexe et la complexité de leurs identités et décisions reste inexplorée.

La discrimination est par ailleurs généralisée à l'encontre des hommes à l'apparence féminine. Jugés provocateurs ou extravagants, ils sont accusés de donner mauvaise réputation aux personnes LGBTQI+. Beaucoup d'hommes gays et HSH, activistes compris, évitent d'être vus en public avec eux. Malgré un soi-disant effort de remise en question des idéologies dominantes, les mouvements HSH et LGBTQI+ n'ont encore procédé à aucune véritable analyse du pouvoir. À quelques exceptions près, la question de genre, en particulier, n'intéresse quasiment personne au sein du mouvement LGBTQI+ en Côte d'Ivoire. D'autres insuffisances à noter sont là non prise en compte des besoins des personnes LGBTQI+ mineures ou d'un certain âge, notamment, et l'incapacité de répondre aux nouveaux besoins et problèmes.

10 Leadership des jeunes et prise en compte des questions relatives aux jeunes

En Côte d'Ivoire le tabou social qui règne sur la sexualité en générale et l'influence de certaines traditions et croyances religieuses complique le plaidoyer en faveur du droit des jeunes mineurs à une information autonomisante, inclusive, complète et honnête sur la sexualité et la santé reproductive. Pour les mineurs (16 ans 17 ans) LGBTQI+ les conséquences peuvent être graves.

Beaucoup d'adolescents LGBTQI+ commencent à réaliser et à comprendre leur sexualité et leurs pulsions sexuelles et ils font des choses sans prendre de précautions... Ils entrent dans « le milieu », rencontrent tout le monde et n'importe qui, ne s'arrêtent à rien et se mettent en danger. Certaines ONG, dans le secteur de la santé publique, auraient pu avoir accès aux jeunes HSH à travers leurs programmes VIH/sida, mais même cet accès est difficile.

En Côte d'Ivoire l'identité HSH est considérée comme temporaire et « adoptée » à des fins de gain financier surtout : il ne faudrait donc pas l'encourager par l'apport de services aux jeunes LGBTQI+. Selon un membre de la communauté du nom de Paix : Quand on essaie de faire une sensibilisation à l'intention des jeunes d'un certain âge, les parents pensent tout de suite qu'on veut inculquer des choses impossibles à leurs enfants. Ils oublient que l'enfant était déjà comme ça avant même qu'on ne cherche à entrer en contact avec lui. En 2011, une évaluation inédite des besoins des jeunes gays et HSH effectuée par QAYN a révélé que 99 % des répondants avaient eu leur premier acte sexuel avant l'âge de 15 ans et que, au-delà des kits pour des pratiques sexuelles sans danger, leur besoin le plus pressant est celui d'un soutien psychosocial qui les aide à comprendre leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre. . Santé sexuelle et reproductive des femmes queer.

Un rapport récent de QAYN révèle que les femmes queer entretiennent certains mythes et idées fausses au sujet de leur exposition aux IST et au VIH même si la pression socioculturelle oblige souvent ces femmes à avoir des relations hétérosexuelles. Beaucoup ont des grossesses non désirées ni planifiées, mais très peu consultent

régulièrement un gynécologue. Quand elles se trouvent confrontées à des problèmes de santé liés à leur sexualité, elles se disent généralement hétérosexuelles, de sorte que les couples de même sexe féminin accèdent rarement aux services ensemble. Pour éviter la contamination, elles recourent souvent à l'automédication plutôt que de s'adresser à un professionnel. Quelques associations et organisations dirigées par des femmes queer essaient de pallier elles-mêmes à ces insuffisances, en offrant (parfois en ligne) des services d'éducation par les pairs, en organisant des groupes de parole, en travaillant en partenariat avec une ONG alliée pour fournir des services gratuits à leurs membres.

11 Autonomisation économique

Chaque personne interviewée désire voir se développer des programmes d'autonomisation économique des personnes LGBTQI+. Toutes expriment combien la pauvreté rend plus difficiles encore, pour les jeunes LGBTQI+, les femmes queer et les personnes trans* en particulier, leur bien-être et la protection de leur droit au respect de la vie privée. Et de souligner combien la difficulté économique entrave le mouvement, à travers les tensions de classe qu'elle suscite au sein des communautés LGBTQI+, rendant plus difficile encore la solidarité ou la mobilisation. Les organisations s'en trouvent aussi amenées à puiser dans leurs ressources pour répondre aux besoins immédiats de leurs membres plutôt que de poursuivre un programme plus ambitieux pour le changement social.

III. CONDITIONS DE TRAVAIL DES ASSOCIATIONS ET ORGANISATIONS LGBTQ ET HSH

Les conditions de travail des associations et organisations LGBTQ et HSH sont soumises aux contraintes de divers facteurs, sur le plan extérieur aussi bien qu'interne.

• Défis externes

Le simple enregistrement d'une organisation LGBTQI+ en Côte d'Ivoire est une véritable gageure. Bien que les pratiques homosexuelles ne sont pas criminalisées, les associations hésitent souvent à déposer explicitement leur demande sous la désignation HSH ou LGBTQI+ et celles qui le font sont souvent rejetées pour raisons « morales » vagues, voire tout simplement ignorées. Seules les organisations dont la mission comprend la prévention et le traitement du VIH/ sida au profit de 'groupes vulnérables' (HSH) bénéficient d'une chance de reconnaissance officielle. Dans certains cas, aucun motif explicite de refus n'est précisé mais, dans la plupart, la notion de « respect des bonnes mœurs » est invoquée. L'une des premières considérations concerne tout simplement le nom. Sur les 28 organisations incluses dans la recherche, quatre seulement font état de leur identité LGBTQI+ dans leur nom.

À ce jour, aucune n'est reconnue officiellement. Les organisations hésitent cependant à renouveler leurs récépissés, de peur de le voir annulé lors de la soumission de ses documents. Comme le fait remarquer un activiste : « Aujourd'hui, tous les fonctionnaires reconnaissent les termes HSH et minorités sexuelles. Nous ne pouvons plus profiter de leur ignorance. »

Les activistes usent souvent d'imagination dans le choix de leur appellation. Les noms les plus courants utilisés par les organisations HSH et gays sont Alternative Côte d'Ivoire et Arc-en-Ciel etc le PNLIS aide les associations naissantes à définir stratégiquement leur nom et leurs objectifs, et il les met en contact avec des juristes disposés à les aider à rédiger des statuts « sans risques ». Même formulées en termes « sûrs », les demandes de groupes soupçonnés LGBTQI+ sont examinées avec un zèle disproportionné cible. Bien que la plupart des bailleurs de fonds des organisations et associations LGBTQI+ comprennent le contexte juridique dans lequel les associations doivent opérer, l'absence de reconnaissance légale peut également refuser l'accès aux espaces de décision nationaux.

En Côte d'Ivoire, les ONG sont soumises à une stricte hiérarchie régie par de rigoureux protocoles administratifs. Faute de reconnaissance juridique, le travail des associations n'est pas respecté à part entière et le succès visible de leurs activités ne change rien à la remise en cause de leur légitimité.

• **Défis internes**

La faible capacité institutionnelle est l'une des plus grandes difficultés auxquelles les organisations interviewées se trouvent toutes confrontées. Une équipe minimale formée de personnel et/ou de bénévoles dirige la plupart des associations et organisations. Même celles qui disposent d'un financement suffisant pour engager un personnel qualifié éprouvent des difficultés de recrutement, faute de stabilité financière garantie à long terme. Plusieurs facteurs interdépendants contribuent à cette faiblesse institutionnelle :

1 Au niveau de la Gouvernance :

En Côte d'Ivoire la plupart des organisations comptent deux ou trois organes dirigeants: une assemblée générale, un conseil d'administration et/ou un bureau exécutif. Pour la majorité, l'assemblée générale tient lieu de mécanisme de gouvernance, tandis que le bureau exécutif est l'organe de mise en œuvre. Pour des jeunes structures des organisations LGBTQI+ les membres de l'assemblée générale ignorent cependant souvent les pratiques de la bonne gouvernance et servent plutôt de liaison entre le bureau exécutif et la communauté. Cependant, partout dans la région, les associations et les organisations semblent très sensibles à l'importance d'un organe dirigeant actif et compétent, dont le recrutement peut cependant être difficile. Dans certaines ONG, par exemple, les activistes peinent à attirer des membres du CA hétérosexuels. La peur de l'étiquette homosexuelle, conséquences de toute association à la communauté LGBTQ rend difficile le recrutement de bons administrateurs.

2 Au niveau du Personnel :

Le nombre de salariés varie suivant l'activité de l'organisation. Généralement, les organisations HSH et gays qui interviennent dans la prévention et les services VIH/sida tendent à avoir plusieurs salariés, parfois jusqu'à 2.

Les associations de lesbiennes et femmes queer ont le moins. Sur les huit interviewées, deux associations féminines LBQ seulement comptent un personnel rémunéré. Les organisations HSH et gays sont aussi aptes à recruter le personnel le plus qualifié.

Pour la plupart du personnel et des bénévoles, il s'agit cependant de leur première expérience professionnelle. Même le personnel apprend souvent sur le tas, qu'il s'agisse de la gestion du personnel, de l'élaboration des programmes, de la mobilisation des ressources ou du suivi-évaluation des activités. Pour certaines ONG les responsables des associations n'ont pas nécessairement bénéficié d'une longue scolarité. Ils sont peut-être d'excellents organisateurs communautaires, mais ils ont du mal à assumer les tâches plus formelles requises pour une bonne gestion d'une association ou une organisation.

Pour renforcer leur capacité institutionnelle, les associations et organisations LGBTQI+ doivent bénéficier d'un soutien de croissance à long terme. Or les bailleurs de fonds limitent généralement leur appui à celles qui ont déjà démontré leurs capacités de gérer d'importants projets et subventions. La situation peut ainsi tourner au cercle vicieux. Même dans les organisations établies, la question du financement suscite un climat d'insécurité et le personnel recherche généralement les occasions d'emploi plus stable auprès des organisations internationales.

Qui plus est, les frais de gestion de la plupart des associations et organisations LGBTQ et HSH sont généralement liés à l'exécution des projets : une fois ceux-ci terminés, le personnel doit être licencié.

3 Au niveau du Bénévolat :

Les bénévoles jouent un rôle essentiel, en particulier lors de la transition vers l'organisation formelle. Ils sont parfois les seuls aussi à diriger les projets, pendant plusieurs années même. Les organisations ont appris à exploiter



Standard : 27 22 52 00 90

Fax : 27 22 52 00 99

l'expertise de leur communauté et encouragent une base de bénévoles talentueuse comme stratégie de renforcement des capacités internes. Mais ces bénévoles touchent à peine le SMIG (60000f)

4 Au niveau de la Gestion organisationnelle :

Pratiquement aucun des directeurs et directrices exécutifs/tives des 28 associations et organisations interviewées n'avait de formation en gestion organisationnelle. Lorsque des activistes passent du statut de mobilisateurs à celui de responsable de leur structure, ils se retrouvent responsables de la gestion du personnel et des bénévoles et doivent généralement assumer plusieurs rôles de la mobilisation de ressources à la gestion des programmes, en passant par l'administration des bureaux, la responsabilité financière et la représentation extérieure de l'organisation.

Toutes les tâches leur incombent souvent, du suivi-évaluation à la formation et l'encadrement du personnel. Dénués de ressources et confrontés à d'ouéieuses charges de mobilisation, les responsables des structures passent trop de temps à rédiger des projets et rapports, à participer aux conférences et à s'entretenir avec les bailleurs de fonds, au détriment du développement et de l'appui du personnel. Du coup, les membres du personnel s'en trouvent appelés à se débrouiller seuls.

5 Au niveau de l'Environnement de travail :

Peu d'organisations disposent d'un espace de travail formel. Le reste compte sur les espaces publics (restaurants, hôtels, bars ou domicile des bénévoles) et travaille dans un contexte ad hoc pendant une moyenne de trois ans avant d'accéder

à un espace de bureau digne de ce nom. Cette situation sape le travail des associations naissantes à deux égards au moins : elle met les activistes et les communautés en danger, d'une part, et d'autre part, les membres de la communauté, d'autres organisations et les bailleurs de fonds même ont du mal à prendre l'organisation au sérieux. L'exploitation d'un bureau pose d'autres problèmes. L'irrégularité des ressources ou l'absence des fonds nécessaires à la couverture des frais opérationnel rend difficile le paiement d'un loyer. L'accès à un bureau s'accompagne aussi d'un besoin de mobilier et d'équipement, que les bailleurs de fonds ne couvrent généralement pas.

6 Au niveau de la mobilisation des ressources

Aucune des associations et organisations interviewées ne disposait d'un responsable de la mobilisation de ressources, d'un membre du personnel affecté au développement ou même d'une stratégie de recherche de fonds. Le/la directeur/trice exécutif/tive en est généralement responsable, ce qui signifie que la capacité de l'association à mobiliser des ressources dépend dans une large mesure de sa connaissance personnelle des sources de financement disponibles et de son aptitude à rédiger des propositions. Quant à la pratique d'élaboration de budget opérationnel annuel, quelques-unes seulement des organisations participantes ont pu fournir ces informations. La plupart opèrent de projet en projet, développant leurs activités en fonction des appels à propositions, plutôt que d'élaborer des programmes à long terme guidés par un plan stratégique. Les budgets et les plans stratégiques annuels sont extrêmement rares, même parmi les organisations en place depuis plus de cinq ans.

Cette simple capacité fait défaut. La plupart des associations et organisations LGBTQI+ et HSH opèrent de subvention en subvention, sans la stabilité financière qui leur permettrait de renforcer leurs capacités institutionnelles, de grandir en tant qu'organisations et de mettre en œuvre des programmes qui auront un impact à long terme.

7 Le manque de diversité dans la représentation des générations et des classes sociales :

Les questions de génération et de classe sociale dans les communautés LGBTQI+ sont étroitement liées : plus les personnes sont âgées, plus elles ont un certain statut social et plus elles deviennent invisibles. Le mouvement s'en trouve dirigé par des leaders relativement jeunes, ce qui complique aussi l'accès aux segments plus âgés et/ou plus aisés des personnes LGBTQI+. Cela dit, il est des LGBTQI+ qui occupent des postes de haut niveau et qui désirent rester discrètes, mais qui n'en apportent pas moins leur contribution au mouvement de manière invisible même aux activistes les mieux connectés. Les activistes LGBTQI+ n'ont pas encore élaboré d'approche apte à tirer parti du potentiel offert par ces segments de la population LGBTQI+.

8 La Faible appropriation collective :

Un défi difficilement reconnu par les activistes et les organisations concerne l'indifférence relative de nombreux membres de la communauté à l'égard de l'activisme et revendications LGBTQI+. Une faible estime de soi, le souci d'anonymat, la différence générationnelle, la tension entre les classes sociales, les préoccupations d'ordre socioéconomique, la mauvaise gestion des structures et l'inadéquation entre les besoins personnels et l'agenda des

activistes découragent ou aliènent même souvent ceux qui s'intéresseraient sinon au mouvement.. C'est vraiment une grande difficulté. Certaines personnes LGBTQI+ craignent que la mobilisation ne les expose ou ne les mette en danger, même si elles se sentent déjà rarement en sécurité dans leur environnement actuel. Il semble aussi y avoir un fossé entre l'approche associative basée sur les droits humains et les besoins individuels immédiats de survie économique. La survie quotidienne empêche parfois de faire le lien entre la situation matérielle dans laquelle on se trouve et la poursuite des droits humains. En Côte d'Ivoire le rôle de la société civile est de plus en plus perçu dans une perspective de réponse aux besoins sociaux de base non pris en charge par l'état, sous forme de provisions d'aides sociales. Les membres de la communauté

LGBTQ I+ sont souvent réticents à l'idée d'assister aux manifestations ou de participer aux projets sans rémunération ou autre forme d'avantage tangible. Les choses étant ce qu'elles sont, seules les organisations HSH et gays peuvent démontrer aisément la valeur de leur travail en ce qu'elles offrent généralement des services directs de prévention du VIH/sida.

IV. ACQUIS DES ORGANISATIONS LGBTQ EN COTE D'IVOIRE

1 Une Existence partielle

Tout d'abord, une part des acquis est que nous avons réussi à leur faire voir que nous existons, parce qu'il y a ce refus, ce refus de l'État, qu'il n'y a pas de lesbiennes, pas d'homosexuels et pas de bisexuels en Côte d'Ivoire. Nous essayons d'être visibles, autant que faire se peut, pour qu'ils commencent aussi à comprendre que non, que c'est une idée fausse.

Par ailleurs les organisations des LGBTQI participent aux ateliers organisés par l'Etat.

2 Plaidoyer régional et international

Les activistes LGBTQI+ ivoiriens rejoignent depuis peu leurs homologues d'autres régions d'Afrique au sein d'une coalition dirigée par CAL et AMSHeR pour le plaidoyer en faveur des droits des LGBTQI+ d'Afrique auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Ils ont à ce jour contribué à la rédaction de rapports pays parallèles, engagé des activités de lobbying auprès des membres de la commission et ont tissé des liens avec d'autres activistes LGBTQI+ et membres de la société civile. La mesure des acquis dépend de la perspective considérée.



Email : infos.ci.cndh@gmail.com
Site web : www.cndh.ci

V. LES RECOMMANDATIONS

1 Recommandation au niveau communautaire

- Mobiliser les membres de la communauté dans un contexte où les LGBTQI+ évoluent encore largement dans la clandestinité ;
- donner de la visibilité, approfondir le sentiment d'appartenance à une communauté et réduire l'isolement ;
- offrir des espaces sociaux et politiques où les membres de la communauté puissent se réunir sans risques ;
- accroître la prise de conscience concernant la sexualité, la santé et les droits sexuels et l'identité de genre ;
- habiliter les membres de la communauté à se faire entendre et à participer à des espaces de prise de décision ;
- faire un forum sur le bilan la décennie d'existence des organisations LGBTQ et HSH en Côte d'Ivoire ;
- former des coalitions entre les organisations des droits de l'homme et les activistes LGBTQ et HSH ;
- établir un espace de travail physique et travailler dans un bureau.

Participer aux activités du CNDH et saisir le CNDH pour des formations.

Formation à la sûreté et à la sécurité

Dans tout le pays, les associations et les organisations cherchent à sensibiliser les membres de la communauté, le personnel et les bénévoles aux questions de sûreté et

de sécurité, ainsi qu'à promouvoir les pratiques sûres. De plus en plus, les activistes accèdent aux formations d'organisations internationales telles que Front Line Defenders. Dans certains cas, ces activistes dirigent même ces formations..

2 Recommandation au niveau étatique

- l'Etat doit créer des espaces de rencontre sécurisés (physiques et virtuels), des centres communautaires et, de plus en plus, des refuges, offrant un espace d'interaction sociale et politique ainsi qu'un refuge dans les moments de crise.

L'Etat doit mettre en service des cliniques spécialisées pour les HSH et fournir des services de prévention du VIH et des IST.

- Influencer les politiques de santé afin qu'elles prennent en compte les besoins des HSH ;
- mettre en service des permanences et numéros d'urgence pour l'apport de services courants et la gestion des crises ;
- renforcer la capacité de fournir un appui financier d'urgence ;
- appuyer l'émergence d'organisations à base communautaire.

Participer à des études et publications qui renforcent la prise de conscience sur le vécu des LGBTQI+

Participer au titre de membres LGBTQ et HSH de la société civile à des rencontres nationale de la société civile.

- Élaborer des chartes de couverture médiatique avec les professionnels des médias ;
- sensibiliser l'opinion aux droits humains des LGBTQI+ à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et sur les plateformes de l'ONU.

3 Recommandation au CNDH :

- Identification, accompagnement et formation de potentiels leaders ;
- mentorat et renforcement des capacités d'organisation ;
- apport financier initial et/ou facilitation de l'accès à un financement local ;
- apport ou facilitation de l'accès aux espaces publics
- appui au processus de demandes de récépissés des associations.
- former les associations des LGBTQI sur la documentation des violations des droits humains ;
- engager le dialogue avec les chefs religieux et traditionnels sur la question des LGBTQI .

4 Recommandation pour le ministère de la santé

- Formation de psychologues sur l'identité et les questions transsexuelles ;
- formation de médecins sur les besoins des personnes transsexuelles en matière de santé sexuelle ;
- facilitation d'accès à la chirurgie pour les personnes qui veulent transiter vers l'autre sexe ;
- plaider pour le droit de changer de genre et de nom sur les documents juridiques ;
- plaider en faveur du droit de mobilité et d'accès à

l'emploi, à l'éducation, au logement et aux soins de santé en tant que personnes transsexuelles.

L'émergence de l'activisme transsexuel n'est soutenue que dans trois des neuf pays de l'enquête.



Promouvoir, Protéger et
Défendre les Droits de l'Homme



Siège : Abidjan – Cocody

II Plateaux Vallons, Rue des jardins, Rue J95

01 BP 1374 Abidjan 01

Standard : 27 22 52 00 90 / Fax : 27 22 52 00 99 / Cel : 01 73 73 01 01

Email : infos.ci.cndh@gmail.com - Site web : www.cndh.ci